

Enbat

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE
24 janvier 2008
N° 2013
1,22 €

3e anniversaire
de Laborantza Ganbara

Logement que faire ?

Le père de
la loi SRU
au Pays Basque



ISSN 0294-4596



9 770294 459006

saint-jean-de-luz



La paille dans l'œil d'AB

« CERTAINS secteurs d'AB, déboussolés depuis bien longtemps et sans perspective politique, continuent à comprendre et placer l'avenir d'Euskal Herria dans la logique de l'État français. Cette impasse nous condamne à être basques-français, ou comme le disent certains, "basques en France" et "français en Pays Basque". Dans ce cas-là, Euskal Herria n'a pas d'avenir». *Le couperet tombe, ETA a parlé.*

Le message «basque-français» d'AB ne serait donc pas abertzale, mais bien régionaliste, et AB penserait Ipar Euskal Herri comme «un coin de France», un peu à la manière du MoDem ou d'Elgar-Ensemble... Le lecteur comprend, au fil de l'interview d'ETA recueillie par Gara, que seule la gauche abertzale (entendez Batasuna) avec son projet d'autonomie, est à même d'assurer un avenir abertzale pour Iparralde. Quand on sait ce que représente Batasuna ici en terme de voix (3%?), on se demande quelles sont pour ETA, les perspectives à venir!

Et puisque ETA semble si bien connaître le chemin qu'il faut emprunter pour développer les idées abertzale, l'on peut aussi se demander si l'attentat de Capbreton est à mettre sur le compte de sa contribution à la construction d'Euskal Herria. Est-ce là une réponse adaptée à la demande des habitants d'Iparralde? Sont-ce là, les valeurs progressistes de gauche qu'ETA prétend soutenir: la peine de mort infligée à deux gardes civils sans autre forme de procès?

Faut-il poursuivre la lutte les armes à la main parce que les Etats français et espagnol ne répondent pas aux attentes des abertzale? Depuis quarante ans que cela dure, ETA a-t-elle obtenu ce qu'elle désirait? Continuer «d'exiger», de la part des deux Etats, et justifier la rupture d'une trêve «parce que les deux Etats...» est-il crédible, alors même que nombre de mouvements ou partis abertzale (et non abertzale!) font le choix de construire par eux-mêmes ce que Paris et de Madrid refusent de concéder? Qui fait avancer les choses?

Une question simple doit se poser à tous les abertzale: à quoi sert ETA aujourd'hui? A défendre le peuple? La majorité des habitants du Pays Basque et la majorité des abertzale rejettent cette idée. Ils ne souhaitent pas être défendus par ETA. A faire avancer la démocratie pour le Pays

Basque? Démocratie et organisations militaires ont rarement fait bon ménage!

Nous ne trouvons qu'une réponse à la question précédente: ETA sert à justifier les tortures, les peines de prison à vie, les interdictions de partis politiques, les fermetures de bars, de journaux, la condamnation d'associations abertzale, etc. La persistance d'ETA, dans un monde d'après 11 septembre et 11 mars qui ne comprend plus la lutte clandestine, facilite le renforcement de cette soi-disant «lutte antiterroriste» qui bafoue les droits élémentaires de l'homme. L'opinion publique ne voit plus, n'entend plus les injustices commises en Pays Basque car la très médiatique lutte contre ETA occupe toute la place.

De plus, en s'exprimant à la place des partis de la gauche abertzale, ETA prive ces derniers d'espace politique et leur enlève toute possibilité de discours audible. Elle se situe toujours dans la vieille perspective léniniste de l'avant-garde éclairée qui guide le peuple... Bref, ETA ne sert aujourd'hui que les intérêts de ses ennemis déclarés!

Que l'action et la participation d'Abertzaleen Batasuna soient insuffisantes dans la construction d'un Pays Basque libre, souverain et sans frontières, peut-être. On peut toujours faire mieux ou plus, ce qui, soit dit en passant, relève parfois de la gageure pour un petit parti politique dont les finances ne reposent que sur les cotisations militantes... Mais, que son travail soit à ce point dénigré par une organisation qui ne parle qu'au nom d'elle-même, c'est un peu fort! Jour après jour, AB avance au cœur d'un Ipar Euskal Herria très majoritairement étranger au monde abertzale. Ses idées diffusent peu à peu dans la population; son travail est souvent reconnu, ses propositions parfois retenues. En faisant alliance avec Batasuna et EA par le biais de la coalition EH Bai, elle fait le pari de faire progresser, par le vote, le score abertzale; et ce n'est pas l'attentat de Capbreton qui peut l'aider dans cette tâche! Voilà la modeste contribution d'AB, en Iparralde, pour faire avancer Euskal Herria! Sa boussole continue d'indiquer le Nord!

Il est plus que temps pour les clandestins de se poser des questions quant à leur avenir. ETA voit la paille dans l'œil d'AB mais ne réalise pas qu'elle est la poutre dans l'œil de tous les abertzale!

Hizkuntza guttituak ohoretan...

NAZIO Batuen Erakundeak erabaki du 2008garren hau izanen dela «hizkuntzen urtea» eta UNESCO, bere baitako zientzia, hezkuntza eta kultura adarra, ezarri du urte berezi huntako lan, harreman eta ospakizun guzien buru. Halaxe jakinarazi digu Euskal Herriko kazetak joan den larunbatean.

Koichiro Matsuura UNESCOko zuzendariak, argi eta garbi diosku: «Sustatu eta garatu behar dira hizkuntza guztiak; komunitate bakoitzak merezi du bere ama hizkuntza irakatsia izan dadin, hezkuntza serio baten bidez eta erabilia ahalik eta gehiena biziko urrats guzietan... Bistan da bertze hizkuntza nazional edo nazioarteko bat ere ikasi behar dela denbora berean; ele aniztasunak dio bakarrik emanen hizkuntza bakoitzari bere tokia mundializazio garai huntan.»

Eta beretik jarraitzen du: «Ele aniztasuna bultzatu behar dugu baitzupada. Hizkuntzak dira, alabaina, herrien nortasun ageria bezala eta guzia egin behar da bertako mintzairak eta

hizkuntza nazioartekoa elkarrekin bizi ahal daitezen. Ordu litzateke zerbait alda dezagun, zeren-eta zenbait gizaldi barne gaurko zazpi mila hizkuntzetarik erdiak ezabatzeko arriskuan baitira. Horiatarik laurden bat da irakatsia eskoletan eta erabilia ziberespazioan. Baina, laurden hortan ere, asko, noiztenka bakarrik dira irakatsiak edo erabiliak. Milaka hizkuntzek, bizi-bizirik eta egunero erabilak direnetan ere, ez dute neholako hezkuntzatan sartzerik, ez eta liburugintzan ere. Bertzalde, ele aniztasuna eta kultura aniztasuna elkarri loturik dabilta.»

UNESCOk gonbidatzen ditu beraz denak beren eginahalak egin ditzaten, hizkuntzak ez bakarrik errespetatuak izateko, baina oraino sustatuak izan daitezen bakoitzari bere herrian, bizi partikularrean, nola bizi publikoan, ardura berezi bat ekarriz galtzeko arrisku handian direnei. Hots hizkuntzen garrantzia errotik nahi da azpimarratu eta otsailaren 21ean, berderatzigarren aldikotz, ospatuko da «ama hizkuntzen eguna».

(Segida azken orrialdean)



... de la fureur de Gallardon, le gaillard maire de Madrid qui se voyait déjà à la place de l'insignifiant Rajoy, après avoir été sèchement exclu des listes PP aux législatives de mars par l'aile dure du parti emmenée par Esperantza Aguirre. Chez les néo-franquistes, c'est plus que jamais Opus toi de là que je m'y mette.

... que l'Espagne ait légalisé et inscrit au rang de religion l'église de scientologie classée secte dangereuse en France. A chacun sa secte: l'Opus Dei pour le PP, la scientologie pour le PSOE.

... de la déclaration à la Johnny Hallday de l'inénarrable Bernard Laporte à Fort de France: «Je suis heureux de voir les Antilles de vive voix». Etonnement des Antillais qui l'ont entendu de visu!

... de la décision de la SNCF de proposer 500.000 tickets à prix cassés par an pour remplir ses trains. Ce n'est pas la première fois que la compagnie se met au low cost: il y a 65 ans, elle pratiquait déjà des allers simples holocaustes imbattables et les trains étaient bondés.

... pas tant que ça qu'à la déjà longue liste des transferts de services de Bayonne à Pau vienne s'ajouter celui de l'enregistrement des dossiers du permis de conduire de la sous-préfecture à la DDE de Pau. De quoi se plaignent les auto-écoles: ça leur fait 100 km de conduite en plus!

... pas tant que ça que l'anti-basque député de la 6^{ème} ait voté contre l'amendement à la constitution qui aurait permis la ratification de la Charte européenne des langues minoritaires. Ce qui serait chouette, c'est que ce soit Poulou qui soit minoritaire aux prochaines cantonales.

... pas tant que ça, des ricanements des socialos bayonnais après le ralliement de Martine Bisaut et Bernard Causse à Grenet pour les prochaines municipales. «Causse toujours, avec des socialistes aussi sectaires et fermés que ceux de Bayonne les cartes étaient biseautées», ont rétorqué les deux élus Verts.

Abertzaleen Batasuna propose une conférence-débat sur le logement

Vendredi 1^{er} février, 20h30, à l'auditorium Ravel de Saint-Jean-de-Luz

On se souvient tous de la soirée du 9 février 2007 à Saint-Jean-de-Luz, durant laquelle Michel Rocard, Gérard Onesta et Jean-Pierre Massias avaient discoursé sur la paix au Pays Basque, pour le plus grand plaisir des 400 personnes présentes. Cette fois-ci, Abertzaleen Batasuna propose une nouvelle conférence de haut niveau, cette fois sur le thème brûlant du logement. A cet effet, ce n'est ni plus ni moins que l'ancien ministre du Logement Jean-Claude Gayssot, initiateur de la loi SRU, qui sera la tête d'affiche d'une table à nouveau particulièrement relevée.

LE constat est partagé par tous dans l'Etat français actuellement, et ce depuis bientôt une dizaine d'années: la crise du logement est durable et structurelle et touche non seulement les plus démunis(e)s mais aussi les classes moyennes. Face à cette situation, l'affichage d'une prise de conscience générale des élu(e)s et des acteurs du logement est unanime. Pourtant, la réalité est là: les outils législatifs existent, les acteurs institutionnels sont établis et bien définis, les besoins sont identifiés, mais les réalisations concrètes ne traduisent pas les paroles en actes. Le problème est encore plus grave dans certaines zones particulièrement prisées de l'Hexagone. C'est notamment le cas du littoral basque. Les prix du foncier et du bâti ont atteint des niveaux de croissance jamais connus dans ce territoire, frisant à certains endroits (Biarritz et Saint-Jean-de-Luz essentiellement) les niveaux de Paris intra-muros. Cela fait plus de sept ans qu'AB mène un travail de réflexion, de proposition et d'action sur ce terrain.

L'esprit qui préside son action dans le domaine du logement est celui d'affirmer qu'il s'agit d'un problème classique de marché, dont les conséquences sont lourdes en matière politique, sociale et culturelle, mais dont la nature n'a rien à voir avec la «question nationale» posée par ailleurs en Pays Basque. AB pose le problème du logement en termes d'équilibres sociaux et économiques, et plaide pour une intervention des pouvoirs publics et des collectivités territoriales de manière à réguler ce marché et les déséquilibres qu'il génère.

En cela AB considère que la «donne» a changé depuis la loi SRU de décembre 2000. En effet, depuis la promulgation de cette loi, aucune excuse n'existe pour ne pas agir ou se dire impuissant devant le problème. Rappelons-en la logique.

L'art de l'urbanisme révolutionné

Il s'agit en premier lieu de conférer une réelle cohérence aux politiques urbaines, tout en ménageant trois priorités:

équilibre entre développement et renouvellement, diversité des fonctions urbaines et utilisation économe de l'espace. Les niveaux de gestion du sol ont changé, avec l'instauration de nouveaux documents d'urbanisme qui donnent les orientations générales en termes

d'équilibres entre espaces urbains, à urbaniser, agricoles et naturels, ainsi qu'en termes d'habitat, de transports et d'équipements. L'élaboration de ces documents se veut désormais plus participative, intégrant en théorie la participation du milieu associatif et de la population. Il est évident que la pratique diffère souvent du principe.

Les Schémas Directeurs (SD), qui étaient des outils de planification stratégique pour de vastes secteurs géographiques, mais s'occupaient surtout du sol et peu d'équipement, de commerces, d'environnement, etc., sont désormais remplacés par les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT).

Clés de voute de la nouvelle loi, ils rassemblent un groupe de communes en vue d'harmoniser leurs politiques d'urbanisme. Intercommunalité est donc désormais le maître mot, de même que développement durable (notamment économie de terrain et préservation des espaces naturels), mixité sociale et diversité des fonctions urbaines. La mise au point d'un SCOT se fonde sur un diagnostic établissant une véritable orientation stratégique établie en amont sous la forme d'un PADD (Plan d'Aménagement et de Développement Durable). Pour assurer la cohérence entre tous les documents locaux d'urbanisme, le législateur a prévu que ces derniers soient tous établis en harmonie avec le SCOT leur correspondant.

En complément des SCOT, à l'échelle de la commune, le Plan



Jean-Claude Gayssot, ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement, 1997-2002, père de la loi SRU

d'Occupation du Sol (POS) est également abandonné au profit du Plan Local d'Urbanisme (PLU). En plus de déterminer par zones l'affectation des sols, les règles de constructibilité et d'implantation, et de prévoir les réseaux et équipements publics nécessaires à chaque secteur comme le faisait déjà le POS, le PLU a pour nouveaux objectifs de favoriser le renouvellement urbain, de respecter la qualité architecturale et de mettre en valeur l'environnement. Sa logique d'élaboration est également orientée par un PADD, mais il est établi qu'il doit respecter les dispositions du SCOT dont la commune fait partie.

(Suite page 10)

Troisième anniversaire de Labora

Honnie des pouvoirs publics français, bénie des cieux et de ses nombreux amis, Laborantza Ganbara a soufflé ses trois bougies samedi à Ainiza. Les trombes d'eau de la semaine avaient laissé place à un chaud soleil et un doux vent du sud pour accueillir toutes celles et tous ceux qui lui apportent leur fidèle soutien depuis ce mémorable 15 janvier 2004, jour de sa naissance. Ils étaient plus de 800, paysans, élus et sympathisants à se presser tout au long de la journée pour redire leur attachement à la chambre d'agriculture alternative du président Berhocoirigoin.

Que retenir de ce magnifique moment de convivialité, à la fois grave et joyeuse? TOUT. Le discours d'accueil de Mixel Berhocoirigoin pointant les réussites de Laborantza Ganbara malgré le harcèlement permanent des pouvoirs publics; le diaporama de présentation des chantiers passés et à venir de Laborantza Ganbara; l'intervention de Laborantza Ganbararen Lagunak sur ses actions de popularisation du travail de Laborantza Ganbara et de collecte de fonds en Iparralde; la projection du précieux film-témoignage sur l'agriculture paysanne en Pays Basque, l'inauguration officielle des locaux rénovés grâce à l'investissement de la Fondation Manu Robles-Arangiz qui font de l'ancien hôtel un outil incomparable au service des paysans, au cœur d'Iparralde; la signature de la convention de mise à disposition entre Fernando Iraeta, président de la Fondation et Mixel Berhocoirigoin, président d'EHLG, sous l'égide de Jon Etcheverry-Ainchart, notaire et soutien indéfectible de Laborantza Ganbara; les promesses d'aide apportées par le représentant du gouvernement de Gasteiz et du Conseil régional d'Aquitaine; l'auresku que le président a dédié à toutes les personnes présentes; le repas dégusté par 500 convives dans une ambiance chaleureuse et musicale et, pour clôturer en beauté l'après-midi, les concerts pour les nombreux jeunes présents.

Une journée qui, par la ferveur collective d'un soutien qui ne faiblit pas, marquera, plus qu'une étape, un point de non-retour dans la construction de cet outil indispensable à la reconnaissance identitaire de notre territoire et au développement d'une agriculture soutenable, au service du bien-être des citoyens. Assurément, les responsables de Laborantza Ganbara, les techniciens qui y travaillent, toutes celles et tous ceux qui par leur effort financier apportent leur concours à sa pérennité, n'ont pas l'intention de baisser les bras. En dépit des agressions des pouvoirs publics et des manœuvres dilatoires de la chambre d'agriculture paloise, Euskal Herriko Laborantza Ganbara vivra et durera. Car nul ne s'y trompe, l'enjeu est importantissime pour le devenir de notre territoire.

Deux questions...

à Maryse Cachenaout, vice-présidente d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara

ENBATA: Pour quelles raisons la pérennité d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara est-elle un enjeu majeur pour le devenir de l'agriculture d'Iparralde?

Maryse Cachenaout: C'est la non réponse officielle à la question du traitement des questions agricoles du Pays Basque qui a conduit à la création d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara. Si sa création était légitime, son maintien l'est tout autant aujourd'hui! En effet le travail

rantza Ganbara prend en compte les spécificités locales afin de proposer des solutions adaptées aux paysans, mais aussi des solutions en terme de développement local cohérentes et en harmonie avec le territoire sur lequel elle est impliquée.

Enb.: Dans les deux ou trois ans qui viennent quelle sera la stratégie d'EHLG pour mobiliser la société d'Iparralde autour de son projet?

M. C.: La création de Laborantza Ganbara en 2005, dans son élan, a conduit à un formidable mouvement de solidarité qui s'est concrétisé par l'apport de dons de la société civile d'Iparralde pour la nouvelle structure. Trois ans plus tard, ceux-ci participent pour 40% au budget. C'est énorme, et rassurant car sans ça, Laborantza Ganbara n'aurait pas pu se développer. Dans les trois ans à venir l'effort populaire devra se renforcer et surtout tenir, car il est le seul moyen de permettre le développement du projet porté par Euskal Herriko Laborantza Ganbara dans un premier temps. Pour cela, la stratégie d'EHLG s'articulera autour de plusieurs axes:

- Tout d'abord la poursuite du travail réalisé en mettant en marche de nouvelles actions, tout en étant plus proches des paysans et en tenant compte des grands enjeux sociaux et environnementaux. Si le travail rendu continue d'être satisfaisant, la structure en sera naturellement récompensée.
- Ensuite EHLG doit améliorer ses outils de communication afin de vulgariser davantage le projet d'agriculture paysanne, le faire partager par un plus grand nombre.
- Enfin, il est important de participer à des événements tels que Lurrarna qui permettent d'aller à la rencontre des gens pour promouvoir nos produits locaux, notre façon de travailler, mais aussi promouvoir le métier de paysan.



Maryse Cachenaout

qu'Euskal Herriko Laborantza Ganbara a mené depuis trois ans a montré que la structure a donné satisfaction et répond à une attente.

La mise en pratique du projet d'EHLG avec le développement de systèmes de production économiques et autonomes conduira au maintien des exploitations, donc au maintien et la création d'emplois dans la production agricole, emplois qui, par essence, sont répartis sur le territoire, et donc contribuent à rendre notre tissu rural vivant. Euskal Herriko Labo-



Invitation à la conférence de Philippe Corcuff

Enjeux altermondialistes et individu contemporain

“Trouver un autre traitement de l'individualité, plus libertaire,
mais en lien avec les exigences collectives de justice sociale.”

La subjectivité individuelle a souvent été tenue à l'écart dans la gauche et le mouvement ouvrier du XX^e siècle, au nom d'exigences collectives, en tout cas dans les composantes marquées par les visions "marxistes" (à distinguer de Marx lui-même).

Le pôle anarchiste, davantage marginalisé, apparaît toutefois comme un de ceux qui a nagé à contre-courant sur ce plan.

Individualité libertaire et exigence collective de justice sociale

Aujourd'hui avec le développement d'un individualisme contemporain ambivalent, ouvrant de nouvelles marges de manœuvre à l'action individuelle mais affaiblissant aussi les liens sociaux antérieurement stabilisés, les problèmes se posent différemment.

Un autre traitement de l'individualité, plus libertaire mais en lien avec les exigences collectives de justice sociale, pourrait alors devenir un des enjeux importants de la galaxie altermondialiste émergente.

Défis pour la galaxie altermondialiste

Je pars de l'hypothèse que la galaxie altermondialiste est susceptible de devenir le creuset d'une nouvelle politique d'émancipation pour le XXI^e siècle.

Cette possibilité hériterait de deux grandes catégories de ressources de la part des grands mouvements émancipateurs modernes :

1^{ère}/ *la question républicaine-démocratique* travaillée par le mouvement républicain qui a émergé au XVIII^e siècle,

2^e/ *la question sociale posée par le mouvement socialiste* qui a pris forme au XIX^e siècle.

Mais les ressources issues de ces deux traditions, passées au crible de la critique, ne seront pas suffisantes, et la galaxie altermondialiste a à innover face aux défis renouvelés du temps, tels que :

√ *la question mondiale* : face à la globalisation capitaliste le cadre mondial deviendrait plus opératoire pour les combats émancipateurs, sans éliminer pour autant les niveaux locaux et nationaux ;



MANU
ROBLES-ARANGIZ
INSTITUTUA

MINTZALDIA Conférence

Judi / Osteguna
31
Janvier / Urtarrila

20H30

Sartzea dohainik bainan mugatua,
izena eman aitzinetik 05 59 59 33 23 zenbakian
edo ipar@mrafundazioa.org helbidean.



www.mrafundazioa-alda.org

L'AUTRE ACTUALITÉ DU PAYS BASQUE
EUSKAL HERRIKO BESTE AKTUALITATEA

L'individu : un des défis majeurs des gauches radicales et altermondialistes

Philippe CORCUFF



Maître de conférences de science politique
à l'Institut d'Études Politiques de Lyon
Co-fondateur de
l'Université Populaire de Lyon

Entrée gratuite mais places limitées,
inscriptions au 05 59 59 33 23
ou à l'adresse mail : ipar@mrafundazioa.org



20, rue des Cordeliers dans le Petit Bayonne / Cordeliers karrika 20, Baiona Ttipia

√ *la question féministe* : l'émancipation féministe, composante altermondialiste avec la Marche mondiale des femmes, sortirait progressivement du périphérique dans lequel ont tendu à la cantonner républicains et socialistes ;

√ *la question écologiste* : elle obligerait à se déplacer par rapport à la vision non-critique du "Progrès" ayant dominé les thématiques républicaines et socialistes ;

√ *la question expérimentale* : avec la faillite des mythologies du "Grand Soir", l'expérimentation ici et maintenant de nouvelles formes de vie et de travail (démocratie participative, squats autogérés, économie solidaire, agriculture alternative, etc.) commencerait à prendre une nouvelle importance ;

√ *la question de la pluralité* : une partie des altermondialistes préfère le vocabulaire des convergences et de la coordination à celui de "l'unité" et de "l'unification" cher aux républicains et aux socialistes, en s'efforçant de créer des espaces communs sans écraser la diversité ;

√ *la question culturelle* : la double perspective de la reconnaissance des identités opprimées et de l'émergence de métissages culturels dans un cadre non hiérarchisé pourrait être une réponse altermondialiste au couple globalisation marchande /

renaissance d'identités fermées sur elles-mêmes ;

√ et la *question individualiste*, sur laquelle je vais m'arrêter.

▼

"Altermondialisten parte batek nahiago du elkarganatzeta eta koordinazio hitzen erabiltzea ez eta errepublikar eta sozialistei anitz gustatzen zaizkien batasun eta bateratze hitzena. Eremu komunak sortu nahi dituzte aniztasuna desagertarazi gabe."

Une critique individualiste du néo-capitalisme

Il peut paraître paradoxal de parler positivement d'individualisme, alors que les contre-réformes néolibérales utilisent abondamment le thème de l'individu contre les solidarités collectives et les acquis de l'État social (individualisation des salaires, flexibilité, mobilité, etc.).

Or, justement, Marx a posé les prémisses méconnues d'une critique individualiste du capitalisme.

Par exemple, dans un texte de jeunesse comme les Manuscrits de 1844, il appuie explicitement sa mise en cause du capitalisme sur : "Chacun de ses rapports humains avec le monde, voir, entendre, sentir, goûter, toucher, penser, contempler, vouloir, agir, aimer, bref tous les actes de son individualité".

Et d'ajouter : "À la place de tous les sens physiques et intellectuels est apparue l'aliénation pure et simple des sens, le sens de l'avoir".

Marx n'aurait donc pas abordé le capitalisme seulement à travers la contradiction *capital/travail*, structurant tendancielle-

ment une série d'inégalités et de rapports de subordination définissant la question sociale, mais aussi ce que j'appelle une contradiction *capital/individualité*.

Qu'est-ce à dire ? Le capitalisme contribuerait (en interaction avec d'autres logiques sociales individualisatrices non strictement capitalistes : individualisme démocratique, valorisation des intimités, déclin de la famille patriarcale, etc.) à nourrir l'individualisme contemporain.

Stimulant d'un côté les désirs d'épanouissement personnel, il limiterait et tronquerait cependant au final l'individualité par la marchandisation.

Il ferait ainsi naître des désirs de réalisation individuelle qu'il ne pourrait pas vraiment satisfaire dans le cadre de sa dynamique d'accumulation du capital.

Les désirs individuels frustrés et les individualités blessées seraient alors (comme les salariés dans la contradiction *capital/travail*) des "fossoyeurs" potentiels du capitalisme.

Avec l'émergence à partir des années 1980 d'un néo-capitalisme plus individualisé, promouvant "l'implication personnelle" et la mobilité sur le plan de l'organisation de la production, mais aussi la différenciation des produits sur le plan de la consommation, cette contradiction *capital/individualité* se trouverait exacerbée.

▼

"Hemen proposatzen den, anti-kapitalismoaren zabaltzeak, neo-kapitalismoaren gatik estimulatua / etsitua diren aitortze pertsonal edo bere buruaren garapenak politizatzea du xedea... desberdintasun sozialer aurkako borrokarakin lotura atxikiz."

Ce cours néolibéral du capitalisme, en valorisant encore davantage la figure de l'individu, en excitant les désirs d'individualité, accroîtrait les frustrations des individus.

L'élargissement de l'anticapitalisme qui est proposé ici constitue une incitation à politiser les désirs personnels de reconnaissance et de réalisation, stimulés / déçus par le néo-capitalisme, en lien avec le front plus habituel de la lutte contre les inégalités sociales.

Cela suppose de s'intéresser autant au quotidien et à l'intime qu'à "la grande politique".

□



L'opium du peuple

Zebra

Zebra ez duzue baitezpada kirolzalea. Hale-re, iritzi bat dauka gauza askori buruz, noski!

Azkenaldi huntan maiz haserretzen da; urtean bi aldiz bederen, Aviron Bayonnais eta Biarritz Olympique taldeen arteko partidak direla eta. Iaz hoietako bat ikustera joan zen Zebra, giro berri bat ezagutzera, goi mailako kirola ikustera. Kasualitatez Baionako zaleen artean jarri zen. A ze sorpresa! Partida hasi baino lehenago jadanik bero-bero ziren zaleak. Denak batera ari ziren kantuz eta oihuka.

A ze oihuak! Hemen Zebrak idatzi ezin dituen hitzak entzun zituen. Mehatxuak, irainak, trufa gaiztoak... Gainera inguruko jendeari ez zitzaion onartezina iduritzen: «*Jokoda*», «*Giroa da holakoa*», «*Miarritzekoek berdin egiten dute*», «*Miarritzeko jokolari hori asto bat da*»... Ea ea... «*le rugby des villages*», «*l'esprit rugby*» eta holakoetaz, zer? Imagina ezazue pilota partida batean: «*Alfaro hiltzaille!*», «*Xala izorra hadi!*», «*Titin kartzelara!*»

Zebrak azpimarratu nahi du ez zirela bakar batzuek botatuko oihuak. Denak batera ari ziren, zahar eta gazte, gizon eta emazte... Antolatua zen. Zebra ez da derby batera itzuli sekulan, beraz Miarritzeko zaleek ispiritu bera dutenez ez daki.

Baionako ikuslegoa txapelketako hoberena izan omen zen duela urte batzu, ez? Hurrei erakutsi nahi dieguna hori al da? Kirolzaletasunaren eredu hau ote da? Zergatik holakorik ez da ikusten Real Sociedad eta Athletice arteko derbyetan? Baionesak eta Miarritzarrak ote dira basati hutsak? Ala taldeetako zuzendaritzek erantzunkizunik badute? Zergatik tokiko hedabideek (prentsa idatzia, irratiak...), euskarazkoak barne, hori bultzatzen dute etengabe, bi taldeen arteko lehia aipatuz? Ipar Euskal Herriko kasik herri bakoitzean bada rugby talde bat. Zergatik ez dira aipatzen? Kazetariek fikzazio bat sortzen dutela dirudi eta jendeak ez du besterik ikusten: Aviron eta BO, itsutua bezala. Zenbat galdera, animale inoxenta...

Kasu! Hurrek gurasoen eleak errepikatzen dituzte eta sinesten dituzte... Gorroto hitzak entzutea haien ahotan... beldurgarria da...

Bukatzeo, Zebrak azpimarratu nahi du horren ondorio bat dela bakotzak «bere» taldea hautatu behar duela: A.B edo B.O. Horren erakusteko zernahi merchandising erosten dute zaleek eta zaleak ez direnek.

Total, beti berdinak beti berdinei sosa emaiten...

MARIO ZUBIAGA (*)

Toga beltzak

Lehen parte: "Ez gaituzte epaitu

EGIN dugunagatik, PENTSATZEN dugunagatik baizik."



Zuzenbidezko Estatuak bihotz ustela du. Geruza juridiko meheak nekez estali dezake bere erdigune beldurgarria. Legeak jabego pribatua babesteko bakarrik balio du. Izan ere, sistemaren legitimitatea ezbaian jartzen duen orok jakin behar du zigorra duela zain, eta zigor horrek ez duela inoiz Estatuak bere buruari omen jarritako muga juridiko edo politikorik izango. Horrelakotan Zuzenbidezko Estatuak ez du bere burua mugatzen, herritarra etsai bilakatu baitu. Hala, abagunearen arabera, etsai/lagun dialektika horrek gerra zibilera joko du, Estatu terrorismora edota jurisdikzio penal arbitrario eta neurririk gabekora. Abaguneak edota sistemari kanpotik jartzen zaizkion mugak ezaugarrituko dute jarduera errepresiboaren aldaera, ez Estatuaren izaera etikoak. Estatuak ez baitu izaera etikorik.

Horrela ba, muga, inondik jartzekotan, kanpotik jarri behar zaio zuzenbidezko omen Estatuari. Batez ere, Espainian bezala, Estatu-arrazoia estaltzen duen legearen geruza ia ikusezina denean, hain gardena eta azalekoa izaki. Legitimitate lehiak mugarririk du Estatu-arrazoi hori, gizartearen sistemaren zutabeak aldatu nahi dituztenen legitimitate demokratikoa, sistemarena baino sendoagoa denean. Eta sistema politiko hau ahula da, uste baino ahulagoa, ahula eta ustela.

Sistemaren bihotz ustel horren aurrean egon gara, eta zinez diogu ikuskizuna izugarria izan dela: prozedura penalaren bermeen ukatze gordina, gehiegikeri ankerra, krudelkeria, ala, okerrago oraindik, Arendtekin zioen moduan, gaizkiaren banalitatea. Gaizkia burokrata judizial hauentzako jarduera arrunta bilakatu baita.

"Omen zarena zigortu, egindakoa kontuan hartu gabe!"

Izan ere, gaizkiaren kontrakoa omen zen auzian, gaizkia izan da epaile. 18/98 epaiketean inkisizioa abian jarri da berriro Espainian, inoiz eten bazen. Auzi-bidean zehar nabarmendu dena zera izan da: ez gaituztela epaitu EGIN dugunagatik, PENTSATZEN dugunagatik baizik. Edo are okerrago, pentsatzen dugunaz duten usteagatik. Horixe da behin eta berriro salatu dugun "egilearen zigor-zuzenbidea": omen zarena zigortzea, egindakoa kontuan hartu gabe.

Hala, Joxemi Zumalabe Fundazioaren atalaren berezitasuna bere izaera paradigmatikoa datza. Atal honetan islatzen baita hobekien auzi politiko honen mamia: ideiak zigortzen ari dira, helburu politiko zilegiak zigortzen ari dira ez

bitartekoak. Fundazioaren jarduera desobedientzia zibilaren inguruko hausnarketa bultzatzea izan den neurrian, ageriago geratzen da, biluztu egiten da sumarioaren benetako izaera.

Gehiengoak bultzatu nahi duen aldaketa politikoa oztopatu.

Ez dira terrorismoa zigortzen ari. Aitzitik, eragile bortitz batek, bai, baina baita ere, euskal gizarte zibilaren gehiengoak bultzatu nahi duen aldaketa politikoa oztopatu nahi da.

Horregatik, bitartekoen inguruko eztabaida prozesu politiko hauen erdigunetik kanpo dago. Fundazioak ez du inoiz bitarteko bortitzen apologiari egin, aitzitik, desobedientzia zibilaren filosofia defendatu du. Alabaina, hori ez da nahikoa izan auzi-bidetik kanpo geratzeko.

Ez gaituzte ETAkidetzat kondenatu, egia da, baina desobedientzia zibilaren, berriro diot, zibilaren defentsak ETArekin helburuei mesede egiten omen dion neurrian -mesede?- ETArekin kolaboratzailetzat hartu gaituzte. Epiteto guztiak agortuta daude jada: inkisitoriala, kafkiarra... Baina jakin badakite zer zigortzen ari diren, eta zergatik.

Arestian esan dugun moduan, Estatuaren legitimitatea kolokan jartzen duen orori -dena delakoa izanda ere bere ekintza moldeak, kontsulta demokratikoa izan ala bortizkeria politikoa- etsai/lagun dialektika aplikatuko zaio. Lagun ez dena, agintea-aren legitimitateari men egiten ez diona, etsaia da, eta ez du legearen babesik izango.

Horregatik, epaiketa honen, epaiketa politiko guzti hauen analisia egiterakoan ezin gara azaleko fenomenotan geratu.

18/98ko epaia ezin baita aztertu azken urteotan Estatuak bizi duen aldaketa ziklotik kanpo. Lurraldeko antolaketa-erreferentzia zikloa ez da soilik Espainiakoa, Europan eman zitzaion abiapuntua. Nazio txikien berpizkunde honek tokian tokiko izaera desberdina izan baldin badu ere, ezbaierik gabe, 90. hamarkadaren hasieran Espainiako sistema politikoak argi ikusi zuen lurraldeko egituraketaren erreferentzia sakona atzerazezina zela. Estatuaren batasunari eustea izaki helburu nagusia, nazio periferikoetan sortzen ari ziren artikulazio soberanistak ahurtzea hil ala biziko erroka bilakatu zen sistemarentzat.

¶ *membre de la Fondation Joxemi Zumalabe et inculpé dans le Dossier 18/98 de promouvoir sur instruction d'ETA un processus de désobéissance civile...*

Han hemenka, alternatibak eta erresistentziak

Mundu mailako ekintza eta mobilizazio eguna,
Munduko Foru Sozialak deiturik.

Urtarrilaren 26an, larunbatarekin,
hartu autobusa^o!

10:00tan Baionan (San Andres plaza)
abiatze kolektiboa autobusez

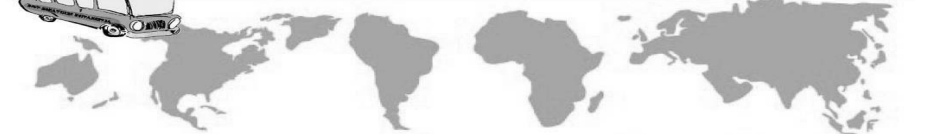
10:30tan - Angelun (Sables d'Or)
Antzerkia: "Histoires d'eau" ATTAC
elkartearen eskutik

12:30tan - Urruñan (Bertoli elkarte)
Bazkari denboran ITSAS GEROA elkar-
tearen hitzaldia

14:30tan - Hendaian (Atxikitze zentroa-PAF)
Paperik gabekoen egoera normalizatu!
CIMADE-ek antolatuturik

16:00tan - Kanbo (Intermarché aparkalekua)
Jitez aldaturiko organismorik ez gure

Samedi 26 Janvier 2008
JOURNÉE DE MOBILISATION ET D'ACTION MONDIALE
à l'appel du FORUM SOCIAL MONDIAL



ALTERNATIVES & RESISTANCES
TOUR 2008

pentzeetan ez eta gure plateretan ere!
Euskal Herriko JAO-ren kontrako kolek-
tiboak antolatuturik

17:00tan Uztaritze (D932)
AHT trenbide berriari ez! CADE elkartearekin

18:30tan amaiera Baionan (San Andres).

Patxokian argazki erakusketa eta musika

Euskal Herriko foro sozialeko antola-
keta batzordeak koordinatuturik :

Xehetasunak : 06 75 49 05 93 edo
www.forumsocialpaysbasque.org

^oItzulia autobusez 5€

L'Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org

Formations avec Philippe Corcuff :

(Maître de conférences de science politique à
l'Institut d'Études Politiques de Lyon Co-fonda-
teur de l'Université Populaire de Lyon et mem-
bre de la LCR, de SUD-éducation et du Conseil
Scientifique d'ATTAC)

√ Conférence publique le jeudi 31 janvier à
20h30 - Ouverte à tous(tes)

"Réflexions sur les gauches radicales et
altermondialistes"

√ Journée de formation le samedi 2 février
2008 de 10h00 à 18h00

"L'action politique : entre le court terme, le
moyen terme et le long terme - Introduction à
une philosophie politique radicale "

Entrée gratuite, repas de midi organisé sur place.

Nombre de places limitées, réservez la vôtre
dés maintenant : ipar@mrafundazioa.org ou
06 14 99 58 79

Conférences publiques avec Hervé Kempf,
journaliste au quotidien Le Monde.

Hervé Kempf est un des journalistes d'envi-
ronnement les plus réputés. Depuis près de
vingt ans, il a défriché nombre de dossiers sur

le changement climatique, le nucléaire, la bio-
diversité ou les OGM. Il a notamment suivi
pour le quotidien Le Monde les négociations du
protocole de Kyoto et tout récemment la confé-
rence intergouvernementale de Bali.

"Comment les riches détruisent la planète ?"

√ Mardi 12 février à 20h30 à Laborantza
Ganbara à Ainhice-Mongelos

√ Mercredi 13 février à 20h30 au local de la
Fondation Manu Robles-Arangiz à Bayonne

Entrée gratuite.

S'inscrire à ipar@mrafundazioa.org ou au 06
14 99 58 79

√ Mercredi 13 février à 16h00

Conférence sur l'état réel de la crise écologi-
que dans le monde, organisée par la Coordina-
tion Etudiante et Lycéenne, au grand amphi de
la Fac de Bayonne (29, cours Comte Cabarrus).



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
ipar@mrafundazioa.org
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Fernando Iraeta
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet



Laborantza Ganbara : tenir pour durer

à Fernando Iraeta, président de la Fondation Manu Robles-Arangiz

ENBATA: Zein da hiru urteren buruan Fundazioak Laborantza Ganbararekiko partaidetza egiten duen balorape-na?

Fernando Iraeta: Fundazioak 2004an hasi zuen bere ibilbidea Ipar Euskal Herrian, Baionako antena sortuz eta Txetx bertako arduradun izendatuz.

la denbora berean ELB laborari sindikatuko arduradunek kanpaina bat burutzen ari ziren Laborantza Ganbara eraikitzean.

Hegoaldean zazpi sindikaturekin lan bat egin genuen bonoak saltzen, eta 220 pertsonak hiru urtez bere laguntza emateko konpromisoa hartu zuten. ELB-koek esan ziguten etxe bat behar zutela urgentziaz bere egoitzarako eta Laborantza Ganbara martxan jartzeko eta ELA sindikatuak bere gain hartu zuen behar horri erantzutea, Fundazioaren bidez. «Zuentzat Hotela» erosi zen Ainhizen, orain zaharberritu dena, eraikina bulego eta bilkura gelaz osatuz, era simple, duin eta erabilgarri batean.

Iholdin eta Zaron ere ikusi genituen etxe batzuek, baina laborariak bere erabaki zuten Ainhizekoa zela erabilgarriena eta aproposena. ELB-koekin ibili ginen aste horiek ahaztu ezinaz izango dira guretzako! Militanteak, bali handiko pertsona xumeak! Plazer bat izan da guretzako hauekin topatzea.

Hiru urte hauetan parte hartze zuzena izan du Fundazioak bai «Lagunen» elkartearekin eta baita ere Lurramaren antolakuntzan. Eta esan beharra dago gure militanteentzako oso aberasgarria dela engaiamendu hori.

Enb.: Nola ikusten duzu partaidetza horren geroa, jakinez Laborantza Ganbararen ofizialtasuna ez dela segurazki epe laburrean lortuko?

F. I.: Arrazoina duzu, ofizialtasuna ez da nire ustez epe labur batean lortuko. Iruditzen zait Ipar Euskal Herriaren instituzionalizatze prozesuarekin

ENBATA: De nombreux élus sont présents aujourd'hui pour fêter le troisième anniversaire de Laborantza Ganbara. Quel sens la maire que vous êtes donne-t-elle à sa présence ici à Aini-za?

Gracie Florence: Depuis le début, la commune d'Espelette a soutenu cette initiative de Laborantza Ganbara. Il est donc tout à fait normal et logique d'être ici pour fêter le troisième anniversaire d'une institution qui va se développant, qui porte des valeurs que je partage. Les communes doivent continuer à sou-

bat landu beharko dela Laborantza Ganbararen ofizialtasunaren aldarrikapena ere, eta hori lortzeko indarren metatzea ezinbestekoa ikusten dut. Ikuspuntu hortatik, Batera plataformaren zeregina argia da eta orain bururatzeko ari den erreferendumaren aldeko sinadura kanpaina bere fruituak emango ditu.

Ezin dugu, alabaina, ofizialtasunaren zain gelditu. Epe laburrean lortu behar duguna Euskal Herriko Laborantza Ganbara jasaten ari den erasoak eta mehatxuak amaitzea eta utzi diezaiozela bakean bere lana egiten, duen status juridikoarekin, «elkarte» bezala, eta jarrai dezala dosierak prestatzen, laborariei aholkuak ematen, bere iritziak gizarteratzen, ...

Laborantza Ganbarak eguneroko lanerako behar dituen baliabide ekonomikoak ziurtatzea da orain lehentasun nagusietako bat. Eta gure aldetik, orain arte bezala, babes osoa eman-



Fernando Iraeta

go diogu, Euskal Herri mailan behar diren kanpainak eta iniziatibak bultzatuz.

Hegoaldeko instituzioak gehiago inplikatu beharko dutela iruditzen zait, hitzetatik ekintzetara pasatuz, Laborantza Ganbaran dutelako «autodeterminatze» adibide praktikoa bat.

à Gracie Florence, maire d'Espeleta

tenir tranquillement Laborantza Ganbara. La reconnaissance officielle viendra un jour, nécessairement. Par le passé, d'autres initiatives, au début suspectées et vilipendées, ont été reconnues. Lorsqu'on voit des réalisations comme le salon agricole Lurrama, on ne peut qu'apporter son appui aux thèses du développement durable, d'un développement responsable qu'à mes yeux l'agriculture paysanne incarne.

Enb.: Quel type d'aide les communes peuvent-elles apporter face à la crise des pouvoirs publics à l'en-

à Patxi Noblia, président d'Euskal Herriko Laborantza Ganbararen Lagunak

ENBATA: Quelle a été la contribution de Laborantza Ganbararen lagunak au fonctionnement d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara pendant les trois années passées?

Patxi Noblia: La mission de Lagunak est de soutenir et d'élargir l'impact de Laborantza Ganbara sur l'ensemble d'Iparalde et de traduire ce soutien en ressources financières.

En effet, le rôle et l'importance de Laborantza Ganbara dépassent largement la problématique agricole. De son succès et de son développement dépendent tout l'équilibre et l'avenir du Pays Basque intérieur, socle naturel et territorial d'Iparalde.

Harcelé par l'administration depuis trois ans, Laborantza Ganbara a besoin pour passer ces épreuves, du soutien élargi et continu de tout Iparalde, abertzale ou non, qui se battent pour l'existence d'un Pays Basque Nord.

Enfin l'apport financier des donateurs d'Iparalde représente, avec 172.000€, plus de 40 % des ressources de Laborantza Ganbara, récoltés auprès de 1.080 donateurs. Quoique ce soit 30% de plus qu'il y a deux ans, cela reste juste suffisant pour couvrir les besoins de «notre institution» et sa dizaine de salariés.

A signaler aussi que plus de 2/3 des dons proviennent de l'extérieur du monde agricole.

Enb.: Quelle stratégie Laborantza Ganbararen Lagunak envisage-t-elle pour permettre à EHLG de durer jusqu'à une éventuelle reconnaissance officielle?

P. N.: Il n'y a pas d'idée ou de proposition qui puisse contribuer à faire évoluer notre petit monde, sans continuité dans le travail. Rien ne nous sera octroyé. Déjà depuis trois ans, la contribution de Laborantza Ganbara, malgré les possibles embûches ou possibles erreurs, aura été décisive dans un certain nombre de domaines, largement au-

delà du domaine agricole. Il faudra continuer et faire mieux encore.

Dans l'immédiat, et avant l'évidente et nécessaire reconnaissance officielle, il s'agit d'arriver à une tolérance de non agression permanente qui est le contraire de notre réalité quotidienne. Une simple neutralité suffirait aujourd'hui.

«Laborantza Ganbara ez hunki – Laisser vivre et travailler Laborantza Ganbara» serait déjà une première étape très



Patxi Noblia

importante. De nouvelles décisions ou procédures pourraient très prochainement aller dans un sens ou dans l'autre. Dans l'immédiat, la seule stratégie pour réussir à consolider notre institution est d'élargir, élargir, élargir. Nous gagnerons au final en en faisant l'affaire de tous: 1.080 cotisants-donateurs c'est bien, mais il faut arriver à 1.300, 1.800, 2.000, car tout le monde ne pourra continuer à donner à 100% tous les ans.

Batera a rassemblé près de 10.000 personnes au cours de ses différentes manifestations, a réuni près de 30.000 signatures en Pays Basque pour le referendum, Laborantza Ganbara est le premier embryon institutionnel parmi nos quatre revendications. Son avenir ne pourra se consolider que par l'apport continu de nouveaux soutiens moraux et financiers.

moins moralement. C'est, je crois, une question d'éthique et de tolérance. La chambre officielle existe et elle est légitime, bien entendu. On voit qu'elle est en train de copier l'initiative Lurrama, c'est la reconnaissance d'une bonne idée qui portera ses fruits. La démarche de soutien à Laborantza Ganbara est difficile pour les communes, mais beaucoup de responsables qui ne connaissent pas le fonctionnement de Laborantza Ganbara ont été séduits par Lurrama, par l'implication de tant de personnes, leur engagement, leur dynamisme. Cela parle et est porteur d'avenir.



Gracie Florence

Conférence-débat sur le logement

☞ (Suite de la page 3)

Fameuse règle des 20%...

A échelle intercommunale, d'autres dispositifs sont prévus en divers domaines, comme le Plan de Déplacements Urbains (PDU) en matière d'aménagement routier. En matière de logement, l'outil intercommunal est le Plan/Programme Local de l'Habitat (PLH), établi par un établissement de coopération intercommunale pour fixer des objectifs communs pour au moins cinq ans, dans le but de répondre aux besoins de logements, de favoriser la mixité sociale, ou de mettre en place un plan triennal permettant de respecter l'astreinte des 20% de logements sociaux. En effet, il convient de rappeler que c'est aussi à la loi SRU que l'on doit cette disposition qui reflète la volonté du législateur de favoriser la production de logement social, en établissant des pénalités pour manque de logements sociaux.

Depuis la loi SRU, divers textes législatifs ont complété ou modifié ces dispositifs, qui sont néanmoins restés dans les grandes lignes intacts. Il est clair que la loi SRU a révolutionné l'appréhension et la gestion de l'urbanisme et le dotant d'outils nouveaux et efficaces. Aujourd'hui seule manque la volonté de les utiliser réellement, dans le sens de l'intérêt général. Car comme le disait Jean-Michel Evin, directeur de l'Agence d'urbanisme Adour Pyrénées en 2004, «*la boîte à outils se complique sans arrêt, que ce soit au titre des compétences*

des institutions ou au titre de la mise en œuvre de certains outils à l'échelle européenne, nationale ou autre. Or, c'est le territoire qui commande, et il ne faut pas tout attendre des dispositifs divers et variés. Le premier niveau de responsabilité est local et se fait à partir des choix que l'on veut bien mettre en place».

Or le manque de volonté est patent au Pays Basque actuellement, les priorités politiques (et donc, bien entendu, budgétaires) sont ailleurs. Les élus locaux en gestion affirment à la popula-



Véronique Monge, directrice de l'habitat à la mairie de Nanterre

tion que les efforts sont là mais que les prix du foncier rendent impossible toute action véritablement efficace. AB s'inscrit en faux devant ce constat, arguant du fait que si à l'impossible nul n'est tenu, d'autres exemples en France sont là pour refléter l'écart entre politiques publiques d'une ville à l'autre, d'un territoire à l'autre, et montrer les faiblesses de l'action au Pays Basque.

Par cette conférence-débat du 1^{er} février à Saint-Jean-de-Luz, AB souhaite proposer à la population les témoignages de personnalités capables de montrer ce qu'il est possible de faire en ce domaine.

Sept ans après la mise en place de la loi SRU, soit une mandature, il est important de rappeler quel en était l'esprit et d'en dresser un bilan, en évoquant les aspects positifs mais aussi les limites, voire les éventuels effets pervers... Il s'agit là de présenter une vision très politique de ce qu'il conviendrait de faire en matière de logement si tant est que la volonté était affichée. Qui mieux que le ministre Gaysot lui-même pourrait se prêter à cet exercice de style?

Rappeler la loi, son esprit, et ce que l'on en fait: voilà aussi l'objet de ce débat. A cet égard, force est de constater que le décalage entre les potentialités d'action offertes par la loi SRU et l'ampleur des réalisations est énorme. Bon nombre d'élus locaux prétextent le niveau exorbitant des prix du foncier pour afficher leur impuissance. Mais accordent-ils pour autant à cette question du logement une part plus conséquente de leur budget municipal ou intercommunal? Traduisent-ils cette soi-disant «*priorité*» dans les PLU et autres SCOT?

AB a donc pensé faire suivre la présentation et le commentaire de la loi par des exemples concrets d'application. C'est ce qui est demandé à Véronique Monge, directrice de l'Habitat à Nanterre. Elle nous montrera les diverses facettes de l'action d'une mairie véritablement engagée dans une politique volontariste en matière de logement et dont les résultats sont à la hauteur des efforts (traduction dans le PLU, cahier des

charges soumis aux promoteurs, etc.). A la suite d'un discours politique, c'est donc un discours technique, montrant concrètement que quand la volonté est là, il est possible d'agir.

Discours politique puis discours technique, il sera important de donner en préambule une présentation de la situation du logement en France, puis en Pays Basque Nord. Des personnes qui ne sont pas des «*politiques*» au sens partisan du terme, et disposent ainsi de la distance épistémologique nécessaire à un discours serein. AB a pensé à Jean-Luc Berho, président de l'APAGL, spécialiste de la question et notamment de la formule 1% logement, également animateur des entretiens annuels d'Intxauseta, pour présenter cette situation à l'échelle française au moyen de quelques chiffres-clés commentés. Un focus sur le Pays Basque sera ensuite opéré par Jean-Marie Etxart, excellent spécialiste de la question et connu comme ancien directeur du PACT-HD Pays Basque et aujourd'hui porteur de l'initiative Etxalde, pour comprendre comment se présente la situation au niveau local.

C'est donc une rampe de lancement hors-pair qu'AB offre ainsi à la question du logement à la veille de l'ouverture de la campagne électorale. Personne ne pourra dire ensuite sur les marchés que les efforts sont faits, que tout est tenté, que la bonne volonté est là. Le 1^{er} février à l'auditorium Ravel de Saint-Jean-de-Luz, les spécialistes auront mis les points sur les «*i*». Réservations conseillées car le nombre de places est limité.

Réserver au 05 59 25 61 01. abertzaleen.batasuna@wanadoo.fr

PRESO

■ **Univers concentrationnaire.** Il a derrière lui 26 années de prison. A 64 ans, Ion Agirre, très malade, pouvait bénéficier de «*l'article 92*» prévoyant la libération pour cause de santé. Mais l'Audiencia nacional, qui aurait dû le remettre en liberté depuis octobre 2006, a décidé qu'il accomplirait jusqu'au bout, c'est-à-dire en 2011, la peine de 30 ans qui lui a été infligée.

La même... et nouvelle jurisprudence est appliquée après 26 ans d'incarcération à Jon Bilbao Moro. Nombreux sont les cas de prolongation pour les Basques prisonniers, parmi lesquels douze, susceptibles de bénéficier de «*l'article 92*».

Que se passe-t-il à la prison alavaise de Langraiz? En vingt jours, deux femmes ont été retrouvées mortes dans leur cel-

lule. L'Administration pénitentiaire se refuse à communiquer.

■ **Ni fleurs.** Le fameux commissaire Manuel Ballesteros, âme damnée du ministre socialiste de l'époque, Jose Barriobueno, est décédé le 13 janvier. Il laissera son nom à la «*sale guerre*» du GAL.

■ **Apologie du terrorisme.** La mairesse ANV d'Hernani est convoquée le 24 devant l'Audiencia nacional pour avoir sollicité l'applaudissement du public en faveur des deux militants arrêtés et maltraités Igor Portu et Mattin Sarasola, accompagné d'un vibrant: «*Maite zaituztegu*», adressé aussi aux autres Basques preso. Un élément de plus dans le dossier espagnol en vue de l'interdiction d'ANV.



Les manifestations de protestation contre la répression et la torture se multiplient dans tout Hegoalde

Regard sur l'abertzalisme des années 70 en Iparralde

par Arnaud Duny-Pétré

Les démarches nouvelles (suite)

Le développement des ikastola a des effets secondaires importants avec la nécessité de recueillir des fonds, donc d'organiser des kantaldi, des fêtes, d'où un effet boule de neige sur le plan culturel dans la chanson, l'édition, la pédagogie, dans le vivre basque ensemble, ou encore dans l'éveil des gau eskola pour adultes. En d'autres termes, un phénomène d'économies d'échelle qui alimente l'abertzalisme.

Au début des années 70, Seaska n'est pas perçue comme le mouvement emblématique qu'il deviendra. Il va conquérir ses lettres de noblesse dans le dernier quart de la décennie, lorsqu'il se situera à hauteur de 500 élèves (41 salariés et 19 ikastola en 1979). Marie Louise Prigent, inspectrice de l'Éducation nationale dans les écoles maternelles — et plus tard conseiller général UDR en Béarn — clame à qui veut l'entendre que de «mauvaises fées se sont penchées sur les enfants scolarisés par les ikastola». L'interdiction par l'inspecteur d'académie Henri Mazurie en septembre 1977, de l'ikastola de Saint-Palais, pour «imprécision des intentions pédagogiques dans l'enseignement du français» (3), ou encore l'attaque ad hominem du préfet Monfraix contre le président Jean-Pierre Seilliez (4): «né à Arras, ce n'est pas à partir de mauvais Français qu'on fera jamais de bons Basques», le match de football Nantes/Saint-Sébastien organisé pour Seaska, interdit à Bayonne le 6 août 1979, donnera lieu à une manifestation d'une violence inégalée... Tout cela constituera le hors d'œuvre d'une série de bras de fer homériques qui atteindra son apogée dans les années 80 avec le combat pour la contractualisation.

Il faut signaler ici l'importance d'un personnage comme Jean-Pierre Seilliez — qui vient de disparaître — dans la montée en puissance des ikastola. Avec la détermination, la lucidité et le sens du dialogue qui le caractérisaient, il a eu un rôle clef et paiera cher son engagement au service de ce combat, lorsque des désaccords interviendront dans la famille abertzale.

II - L'abertzalisme politique

Rappelons tout d'abord que le mouvement politique Enbata poursuit sa route avec des tentatives de relance marquées par un virage à gauche, version socialisme autogestionnaire. Le fédéralisme développé par Guy Héraud et l'autogestion mis en œuvre en Yougoslavie sont pris en exemple par le mouvement. La chronique et le soutien affiché aux entreprises en grèves (Bréguet-Dassault, Biarritz-Shoes, conserveries, etc.) demeure importante dans l'hebdomadaire. Pour la première fois en 1972, Enbata participe au défilé de

1^{er} mai et titre: «Journée de lutte du peuple travailleur basque». ELA figure régulièrement en bonne place dans le journal, avec en particulier la publication en décembre 1973 des «objectifs et stratégie» du syndicat. Références et liens se tissent avec la CFDT qui opte en mai 1970 pour l'autogestion et avec le PSU. Lors de la disparition du leader du PSU Serge Mallet en octobre 1973, Enbata ne fait pas mystère de ses affinités avec ce parti. Quand le mouvement publie sa plate-forme idéologique en janvier 1971, il opte pour «un socialisme démocratique, décentralisé, à visage humain», reposant sur le fédéralisme, la démocratie directe, l'internationalisme et l'autogestion. Il déclare vouloir «mettre fin progressivement à l'exploitation de l'homme par l'homme et à l'exploitation de l'homme par un autre peuple (impérialisme et colonialisme)».

En mai 1973, Enbata est le premier dans la presse basque à publier la version en euskara de l'Internationale, traduite, me semble-t-il, par Gabriel Aresti. Quelques mois plus tard, Enbata participe à une lutte emblématique qui marquera l'histoire de la gauche française, celle de l'extension militaire du camp du Larzac et ses 103 paysans qui résistent. Le mouvement se solidarise également avec les ouvriers de chez Lip (5). Point n'est besoin de multiplier les exemples pour constater combien Enbata fait siens les combats et les idées de gauche en cours à l'époque.

Le siège du mouvement au 14 rue des Cordeliers constitue toujours durant la première partie des années 70, une plaque tournante de l'abertzalisme. Il est le seul à disposer d'un grand local pour des réunions relativement importantes, il détient un équipement capital et rare, un duplicateur Ronéo, enfin il édite un hebdomadaire politique, seule voix abertzale dans la paysage médiatique du Nord et du Sud. Enbata en tant que formation disparaît de la scène lors de son grandiose assassinat le 30 janvier 1974 par Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur

de Georges Pompidou.

▲ **Contexte, ambiance:** sans faire de la psychanalyse à deux sous, pour beaucoup d'abertzale il faut «tuer le père». Et le père à votre avis, qui est-ce? Enbata bien sûr. Le tuer... pas vraiment. Le pauvre est déjà assez mal en point. Mais faire différemment et mieux que lui.

Le pouvoir en Euskadi Nord et en France est entre les mains des gaullistes puis des giscardiens avec la fameuse «démocratie libérale avancée». La montée de l'union de la gauche et la volonté de peser sur elle sont un élément important du contexte politique. La gauche de

le complexe d'être abertzale, jamais dans la bonne ligne, jamais assez claire et assez à gauche, le poids d'idéologies dogmatiques qui écrasent toute démarche d'ordre pragmatique. En d'autres termes, la version basque de la maladie infantile de l'abertzalisme joue à plein, avec l'illusion de croire que la bonne analyse, le bon discours, la bonne ligne limpide vont nous faire triompher, vont changer le monde, convaincre les masses. Autant de discours politiques qui font florès, alors que l'implantation sociale des militants n'est pas dans la classe ouvrière ou le prolétariat. On baigne dans la logique du «un pur trouve toujours un plus pur qui l'épure».

(3) Un mois plus tard, cet argument disparaîtra au profit de «l'inexistence d'une clôture et du manque d'alimentation en eau»! L'ikastola de Saint Palais ouvrira ses portes après une grande manifestation de 3500 personnes, le 1^{er} octobre à Bayonne, la première du genre en ce domaine.

(4) Devant l'assemblée ou Biltzar des maires du Labourd, en novembre 1977.

(5) Parue dans le numéro 315 daté du 6 septembre 1973, une «Motion de solidarité aux ouvriers de Lip: le mouvement basque Enbata exprime sa solidarité internationaliste dans la lutte que vous menez pour la défense de l'emploi et des droits fondamentaux du travail, face au pouvoir illimité du capital et à ses erreurs incontrôlables de gestion. En tant que démocrates, attachés à la liberté de tous, nous ne voulons pas qu'elle soit le privilège de quelques-uns et nous n'admettons pas que la force de l'Etat soit toujours utilisée contre les mêmes. En tant que travailleurs, nous sommes exploités nous aussi, sur le plan social, par le grand capital et ses alliés. En tant que Basques, nous sommes opprimés sur le plan national par cette même oligarchie, qui nous prive de notre langue maternelle, de notre culture populaire, du droit au travail dans notre pays natal et de la possibilité d'avoir notre démocratie locale. Par votre expérience d'auto-organisation de la production et de la commercialisation, vous avez montré que des travailleurs sont aujourd'hui capables de gérer eux-mêmes des entreprises, pourvu que le système le permette! En provoquant par le fait même et malgré votre volonté de conciliation, la réaction du système actuel, vous avez démasqué aux yeux de tous les démocrates la nature véritable d'un Etat qui est la force de dissuasion ou de frappe des monopoles. Contre nos ennemis communs, contre les trusts, contre les Etats actuels dont les tendances policières se renforcent dangereusement, notre lutte rejoint la vôtre. En retour, l'expérience de la prise en charge de l'entreprise Lip par les travailleurs éclaire le projet autogestionnaire qui est l'axe de la stratégie du mouvement basque Enbata. Dans l'immédiat, nous souhaitons voir aboutir une solution qui soit conforme à vos légitimes revendications.»

(A suivre)



Cette chronique est une retranscription de la conférence donnée par Arnaud Duny-Pétré à la Fondation Manu Robles-Arangiz en décembre 2006. Elle sera publiée dans son intégralité, avec une dizaine d'autres témoignages, dans un recueil intitulé Sustraiak qui sera présenté au public le vendredi 21 mars, lors de la soirée Enbata Gaua, à Mugerre-Eli-zaberri.



Double dérive

CE qui m'étonne dans l'affaire de Lesaka, ce n'est pas la torture: sans être automatique, elle paraît fréquente dans la lutte contre ETA, selon des indices nombreux et concordants, la preuve absolue ne pouvant guère exister en cette matière. L'isolement de cinq jours facilite l'exercice de la «question» et permet d'en effacer les traces «normales». L'étonnant c'est ce retour sans masque à des méthodes primitives, dénuées de tout professionnalisme et de toute précaution.

L'Espagne est engagée dans une dérive néofranquiste qui devrait alerter chaque démocrate. Mais presque tout le monde s'en fout en dehors des Basques. Le délit d'opinion est institutionnalisé. De ce fait on peut craindre l'interdiction prochaine de l'historique parti Accion Nacionalista Vasca / Eusko Abertzale Ekintza, né en 1930, qui participa durant la guerre de 1936 au gouvernement basque du Président Aguirre et à la défense d'Euskadi dans le camp républicain. L'on ne voit pas jusqu'où ira cette haine anti-basque viscérale, y compris au sein du PSOE

Jean-Louis Davant

qui ne semble avoir actuellement qu'une ambition: battre le PP sur son propre terrain, en flattant le chauvinisme exacerbé de la grande majorité des citoyens d'Espagne. Beaucoup de socialistes espagnols nient la torture, certains la

«Il est dérisoire de vouloir être le premier des derniers»

justifient. En fait de ce front national espagnol, on ne peut que déplorer avec désespoir la division catastrophique des forces politiques basques. Tout se passe comme si les deux grands partis ne recherchaient que le leadership dans le camp abertzale. Ce vice ne s'arrête d'ailleurs pas à la Bidassoa. Au Nord aussi nous subis-

sons la querelle conditionnée par la légalité antidémocratique de l'Etat espagnol sur les partis politiques. Ici elle paraît dérisoire car elle consiste à vouloir être le premier parmi les derniers. En fait elle est grave par ses conséquences négatives, car elle freine la progression déjà difficile du mouvement abertzale dans ce pays de mission.

Heureusement aux élections municipales et même cantonales, les partis comptent moins que les gens qui travaillent chaque jour au plus près des habitants, loin des états-majors. Après tout la construction nationale doit partir de la base par les activités économiques et culturelles, par les relations personnelles et sociales. Tournons le dos à l'architecture franquiste et jacobine qui commence les maisons par le toit. C'est aussi un exemple que nous pouvons donner aux abertzale du Sud, sans oublier pour autant la répression qui les frappe, quand on voit par exemple que la mairesse d'Hernani aura un procès pour avoir dit à l'adresse des prisonniers politiques basques: «*Nous vous aimons!*»

Sur votre agenda

Urtarrila:

✓ **Vendredi 25 et samedi 26, 20h30, LARZABALE** (S.Larre Zabalgelan). «*Au P'tit Musée*» - Théâtre des Lucioles. 2^e partie: La Chorale des Traboules. Humanité et sincérité seront encore au rendez-vous de ces productions si différentes. Acteurs et chanteurs, valides et handicapés, feront sentir leur force d'être et de créer!

✓ **Samedi 26, 18h, BAIONA** (51, quai Jauréguibery). Conférence de Thierry Truffaut (ethnologue) «*Changer d'année, oui mais comment. Regards sur les rituels ou changements*».

calendaires au Pays Basque», organisée par Eusko Ikaskuntza. Entrée libre.

✓ **Samedi 26, 11h, BAIONA** (place Lacarre). Baiona Kantuz.

✓ **Jusqu'au 9 février, BAIONA** (Librairie Elkar megadenda). Exposition de peintures «*Petites choses*».

Otsaila:

✓ **Vendredi 1^{er} février, GARAZI** Carnaval organisé par le lycée de Navarre, le collège de la Citadelle, Garzarrak, l'école de bertsu, la Peña Urkulu.

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 55€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190.

A l'occasion des campagnes électorales, Enbata publie les professions de foi et les listes des candidats abertzale.

Merci de les adresser, dès que possible, accompagnées d'une photo à: enbata@wanadoo.fr
Tél: 05 59 46 11 16.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

● AB propose une conférence-débat sur le logement 3 et 10

● Troisième anniversaire de Laborantza Ganbara: tenir pour durer 4 et 9

Cahier n°2 «*Alda!*» quatre pages de 5 à 8

Hizkuntza guttituak ohoretan...

☞ (Bigarren orrialdearen segida)

Aurten, ontsalaz, oihartzun handiagoko bat behar luke egun horrek...

European, Frantzia da herri hizkuntzen suntsizailleetan txapelduna. Alta, joan den maiatzean NBEko biltzarrean, Jean-Marc de la Sablière frantses enbaxadoreak aldarrikatzen zuen: «*Herri baten ezaugarri nagusia: bere hizkuntza. Herriek badute beren ama-hizkuntzaren erabiltzeko eskubide osoa, hizkuntza hartan ulertarazteko eta ulertua izatekoa ere. Ondare bat dute eskuan, batzuetan milaka urteetako altxorra. Hizkuntza horien biziaraztea NBEaren eginbide nagusietarik bat da.*»

Eta Nicolas Sarkozy ez da gaizkiago mintzatu berriki zioelarik: «*Ez da bakerik izanen munduan herrien nortasunak ez badira errespetatzen, jendeen sinesteak eta kulturak ez badira gerizatuak. Zuzen da bakoitzaren bizitzeko manera, pentsakera eta sinesteak errespetatuak izan daitezen; haien zangopilatzea, humiliazioaren haztea da.*»

Hauexek solas ederrak! Lehenago ere entzun izan ditugu haatik ez hain txarrak, bai Giscard-engandik (Arantsusirat etorri zelarik), bai Chirac-engandik (orhoit Quimperreko hitzaldia) eta Mitterrand-engandik nolaz ez, legegai bat erakitzeraino joan baitzen hau, nahiz hautetsia izan aitzineko egintzetan ginen hor, egia osoa errateko, baina halere...

Eta futxo, huna nun, «*hizkuntzen urtea*» aldarrikatzen den une berean, Parisen, diputatu eta senatoreek, herriz ere baztertzen duten Frantziako Konstituzioaren bigarren artikulua famatu haren aldatzea. Solas ederrak beraz, urtea bultzagarria eta halere artikulua horren aldatzea bera ere ez posible! Frantziako buruzagi handiak, hizkuntza guttuetaz ari direlarik, hexagoniakoez ari ote dira? Egia da ere, zangopilatzearen bortxaz, ama hizkuntzak arrunt behera jaitsiak ditugula Frantzian eta ondorioz eskakizuna ere frango motteldua, euskaldunak eta korsikarrak baitira gehienik ageri. Bertzalde, Frantziako Errepublikak hizkuntza atzerritar bat irakats dezake lasai, baina barneko ama hizkuntzak irakasten baditu, berrehun urtez eraman politika ukatuz, herrialde desberdin batzuk menpean dauzkala aitortuko luke eta bertze deskolonizazio bat has liteke...